

Shawinigan Falls de 1898 à 1930 **L'émergence d'une ville industrielle au sein du monde rural**

Pierre Lanthier et Normand Brouillette

Volume 19, numéro 1, juin 1990

Trends and Questions in New Historical Accounts of Policing

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1017577ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1017577ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lanthier, P. & Brouillette, N. (1990). Shawinigan Falls de 1898 à 1930 : l'émergence d'une ville industrielle au sein du monde rural. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 19(1), 42–55. <https://doi.org/10.7202/1017577ar>

Résumé de l'article

Shawinigan Falls vit le jour au tout début du siècle dans un milieu rural grâce à l'initiative d'une société de production d'électricité, la Shawinigan Water and Power Co. (SWP). Cette dernière en effet, ne se contenta pas d'attirer près de sa centrale électrique d'importantes entreprises de transformation; elle intervint également de façon décisive dans le développement du nouvel espace urbain. Les auteurs analysent l'implication de la SWP et des autres compagnies dans le développement de la ville et constatent que, malgré son importance, cette implication ne parvint pas avant 1920 à assurer des services municipaux adéquats. Dans un second volet, ils s'intéressent à l'émergence d'une petite bourgeoisie locale, laquelle, nullement inféodée aux grandes entreprises, les amena à contribuer de façon plus équitable aux revenus municipaux. Les auteurs concluent que Shawinigan Falls ne peut être assimilée à une ville de compagnie, tout comme sa croissance ne découle pas d'une forme quelconque de boostérisme. Le type de développement qu'à connu Shawinigan Falls, concluent les auteurs, résulte de la rencontre de deux univers sociaux.

Shawinigan Falls de 1898 à 1930 : l'émergence d'une ville industrielle au sein du monde rural'

Pierre Lanthier et Normand Brouillette

Abstract

This paper deals with Shawinigan Falls, a town which appears in the early years of this century in a rural milieu thanks to an electricity production company, Shawinigan Water and Power Co. (SWP). This company not only attracted big manufacturing plants near its power houses but was strongly implicated in the development of the new urban space. The authors analyse the implication of SWP and some other companies in the development of the city and note that, although important, this implication was not large enough to favour adequate municipal services until 1920. In the second part of the paper, they examine the rise of a small local bourgeoisie which, not at all pledged to big firms, compels them to share the municipal taxation in a fairer manner. Shawinigan Falls cannot be ranked with a company town; and its growth did not ensue from any kind of boosterism. Rather, the authors conclude, the type of development Shawinigan Falls experienced resulted from the meeting of two social universes.

Résumé

Shawinigan Falls vit le jour au tout début du siècle dans un milieu rural grâce à l'initiative d'une société de production d'électricité, la Shawinigan Water and Power Co. (SWP). Cette dernière en effet, ne se contenta pas d'attirer près de sa centrale électrique d'importantes entreprises de transformation; elle intervint également de façon décisive dans le développement du nouvel espace urbain. Les auteurs analysent l'implication de la SWP et des autres compagnies dans le développement de la ville et constatent que, malgré son importance, cette implication ne parvint pas avant 1920 à assurer des services

Shawinigan Falls est une ville née de l'industrie. Située à une quarantaine de kilomètres au nord de Trois-Rivières, elle doit son apparition à la volonté d'une société de production et de distribution d'électricité, la Shawinigan Water and Power Co. (SWP), d'attirer près de sa centrale des établissements de transformation qui achèteraient son énergie. Ses efforts de promotion portèrent fruit; dès les premières années, des entreprises de pâtes et papiers, d'électro-metallurgie, de chimie et de textile vinrent s'implanter à Shawinigan Falls². Aussi la SWP et, dans une moindre mesure, les autres sociétés industrielles jouèrent-elles un rôle essentiel dans le développement de la ville. Dès les débuts, la SWP exerça une influence décisive dans la planification de la ville. Par la suite, l'emprise spatiale des établissements manufacturiers se révéla un élément structurant majeur du tissu urbain. Mais surtout, dans une région jusque-là à prédominance rurale, ces entreprises introduisirent, en plus de la seconde industrialisation, l'univers urbain tel qu'il émergeait un peu partout sur le continent nord-américain. A priori, Shawinigan Falls semble donc avoir connu un développement qui permet de l'assimiler aux « villes de compagnie » typiques.

À l'examen, cependant, force est de constater qu'une interprétation aussi étroite occulte l'existence d'une volonté régionale d'accueillir la modernité telle qu'elle se développait ailleurs. Dès les premières années, en effet, ce furent des gens issus en grande majorité du monde rural québécois qui siégèrent au conseil municipal; ce sont encore des personnes issues de ce même milieu qui contribuèrent à instaurer diverses formes de contrôle social. Graduellement apparut une petite bourgeoisie aussi soucieuse que les compagnies de donner à Shawinigan Falls dynamisme et prospérité.

En somme, si, au cours de cette période, Shawinigan Falls dut sa croissance économique à la grande entreprise industrielle, le type de développement urbain

qu'elle connut découlait de la rencontre de deux cultures, l'une répandue dans les milieux industriels à l'échelle continentale, l'autre constituée dans le milieu rural et régional. On le conçoit aisément, la rencontre de ces deux cultures ne se fit pas sans difficultés ni même sans affrontements.

La croissance de Shawinigan Falls de 1898 à 1930

En 1898, la ville de Shawinigan Falls n'existait tout simplement pas. Tout au plus notait-on, sur le site des chutes, la présence d'estacades pour assurer la circulation des billots sur le Saint-Maurice. En août 1899, quelques mois après avoir fait l'acquisition du lot 628 de la paroisse Sainte-Flore, la SWP, à peine âgée d'un an, décida de vendre autant de terrains que possible à des fins résidentielles et commerciales³. En l'espace d'une trentaine d'années se dressa une ville de 15 000 habitants. Comme le montre le tableau 1, le développement de la ville fut assez rapide, mais pas autant que celui des grandes villes de l'Ouest canadien ou même d'une ville comme Trois-Rivières. En fait, la croissance shawiniganaise se rapproche de celle d'autres villes industrielles canadiennes comme Moose jaw, Prince Albert et Kitchener⁴.

L'accroissement de la population de Shawinigan Falls épousa étroitement celui de l'industrie. Jusqu'en 1914, tributaire des incertitudes financières et conjoncturelles des entreprises, et en particulier de la crise de 1907-1908, la progression fut plutôt modérée. Mais la Première Guerre mondiale provoqua un développement spectaculaire, notamment dans le secteur de la chimie; il en résulta l'ajout de plus de 4000 habitants. La décennie suivante fut marquée d'abord par les incertitudes de l'après-guerre, puis, après 1925, par le regain des investissements industriels, qu'accompagnait celui de la population⁵.

Cependant, il faut noter que cette croissance est presque exclusivement le fruit de la venue

municipaux adéquats. Dans un second volet, ils s'intéressent à l'émergence d'une petite bourgeoisie locale, laquelle, nullement inféodée aux grandes entreprises, les amena à contribuer de façon plus équitable aux revenus municipaux. Les auteurs concluent que Shawinigan Falls ne peut être assimilée à une ville de compagnie, tout comme sa croissance ne découle pas d'une forme quelconque de boostérisme. Le type de développement qu'a connu Shawinigan Falls, concluent les auteurs, résulte de la rencontre de deux univers sociaux.

Tableau 1
Les grands paramètres de la croissance shawiniganaise (1898-1930)

	1901	1905	1911	1915	1920	1925	1930
A- Population totale (1)	1 679	2 453	4 229	6 177	10 513	12 117	15 072
accroissement quinquennal		774	1 776	1 948	4 336	1 604	2 955
B- Nombre d'employés dans les usines (2)	?	?	1 153	1 497	2 529	2 637	3 573
accroissement quinquennal				344	1 032	108	936
C- Capitaux fixes et actifs dans les établissements manufacturiers (millions de dollars) (2)	?	?	18,7	9,2	32,5(3)	53,8	179,0
D- Population francophone	?	?	90,7%		89,4%(4)		92,6%(4)

Notes: 1. Les données relatives à la population couvrent la période qui va du 1er juillet de l'année concernée au 30 juin de l'année suivante.
2. Ces statistiques ne prennent pas en compte les centrales de la SWP. En outre, celles de 1911 et de 1915 ne sont pas rigoureusement comparables à celles des années suivantes, dans la mesure où elles ne retiennent pas les établissements de moins de cinq employés ou ayant une production inférieure à \$2 500, alors que les secondes les incluent. Cependant, vu le nombre peu élevé des petites entreprises à Shawinigan, la différence n'est guère considérable.
3. Il s'agit des données de 1921, celles de 1920 ne paraissant pas vraisemblables.
4. Ces statistiques se rapportent à 1921 et à 1931.

Sources: Population totale: Ville de Shawinigan, rapports annuels du gérant.
Employés et capitaux: P. Lanthier et A. Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie- Dossier statistique et chronologie, 1870-1975*, Trois-Rivières, 1981, p. 38.
Population francophone: *Recensements du Canada* pour les années 1911, 1921 et 1931.

de grandes entreprises à Shawinigan Falls. En 1930, il n'existait dans la ville que 23 établissements industriels, réunissant un capital de 179 millions de dollars. La même année, Trois-Rivières possédait 59 établissements, dont le capital n'atteignait que 81 millions de dollars⁶. Contrairement à ce qui s'était produit dans des villes comme Kitchener et Maisonneuve⁷, l'industrialisation de Shawinigan Falls ne relevait pas des investisseurs locaux. Les capitaux provenaient pour l'essentiel des États-Unis, de l'Europe et de Montréal.

En revanche, les travailleurs étaient massivement francophones et catholiques. La SWP essaya bien, avant 1910, d'attirer de la main-d'oeuvre étrangère à Shawinigan Falls en plaçant des encarts publicitaires dans les journaux d'Angleterre⁸, mais sans grand succès.

La seule minorité notable de la ville (6% en moyenne de la population totale) était constituée des cadres anglophones des entreprises et de leur famille. Shawinigan Falls

se caractérisait donc, comme la majorité des petites villes du Québec, par la très forte homogénéité linguistique et religieuse de ses travailleurs, et tranchait ainsi nettement sur les autres petites villes de l'Amérique du Nord.

Tous ces éléments concouraient à faire de Shawinigan Falls une ville à personnalité multiple: on y trouvait d'un côté une élite industrielle essentiellement anglophone, venue de l'extérieur, de l'autre une population francophone culturellement homogène, vraisemblablement née dans la région, à laquelle appartenait la presque-totalité des travailleurs d'usine et d'où émergeait une petite bourgeoisie qui s'affairait au développement de la petite industrie, du commerce et des services.

L'intervention de la SWP et des autres compagnies

La création de Shawinigan Falls s'apparente à celle de bien des villes de l'Amérique du Nord en ce sens qu'elle résulte de l'initiative d'une compagnie. Toutefois, le développe-

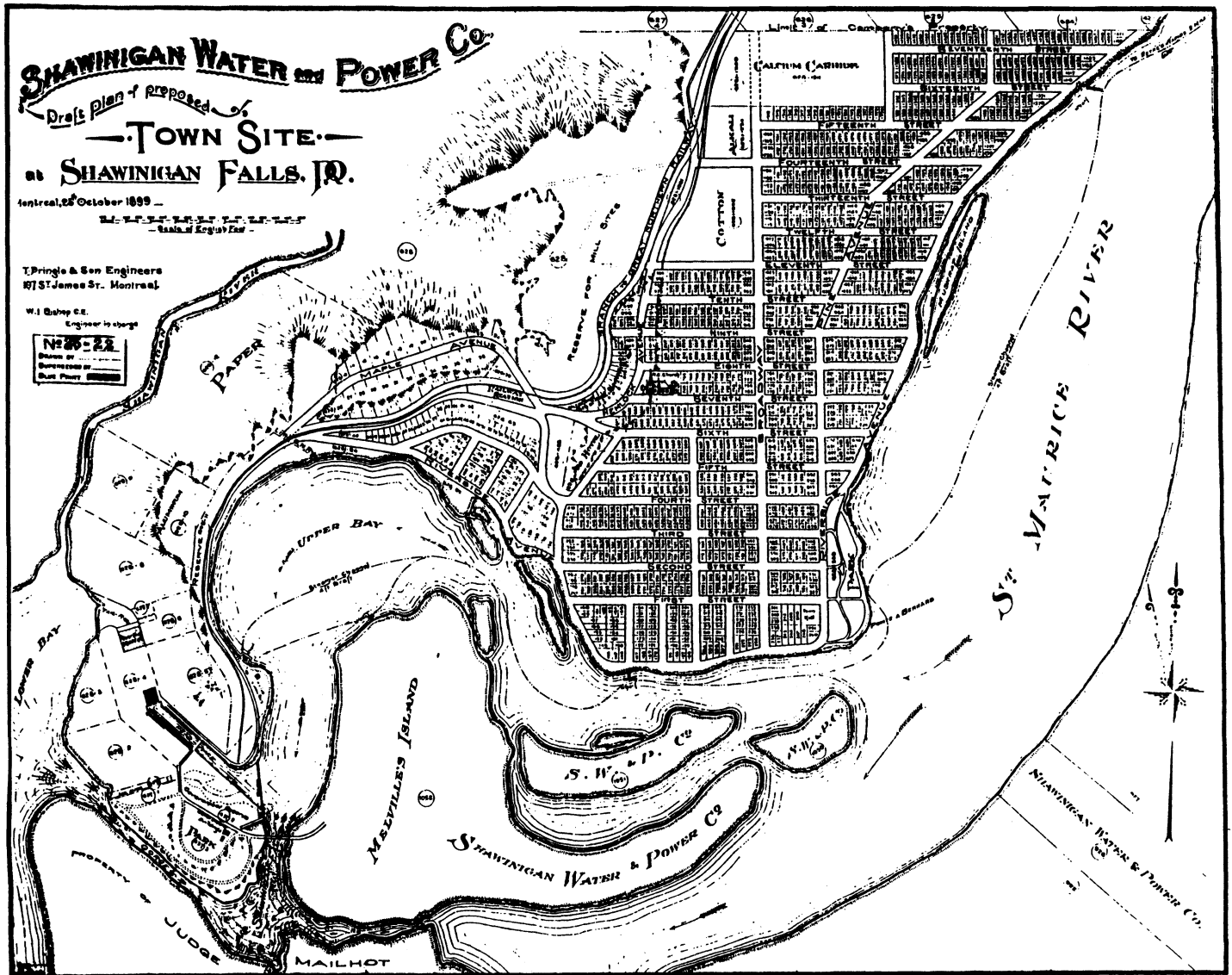


Figure 1
Le plan Pringle

ment de la ville ne suivit pas le pattern observé ailleurs, pour des raisons qui tiennent, semble-t-il, aux faibles moyens financiers de la jeune compagnie.

Pour une entreprise naissante, ériger une ville nouvelle pose en effet un redoutable défi. Au tournant du siècle, la SWP n'avait pas encore les capitaux nécessaires pour financer la construction de ses immobilisations; à plus forte raison, elle n'était pas en mesure de consacrer des fonds au développement d'une ville. Les procès-verbaux du conseil d'administration montrent qu'à ses tout débuts la compagnie était astreinte à l'emprunt et devait, à cette fin, hypothéquer ses propriétés. Par exemple, en janvier 1900, elle émit des obligations pour une valeur de 1,5 million de dollars, garanties par une première hypothèque⁹. Dans cette perspective, les terrains qu'elle possédait à Shawinigan Falls pouvaient, s'ils étaient convenablement mis en valeur, jouer un rôle non négligeable dans son développement, ne fût-ce que pour mieux garantir ses emprunts. La société avait donc intérêt à accroître la valeur de ses lots, mais à elle seule elle n'en avait pas les moyens.

Pour faire face à cette situation, et afin d'enrayer toute spéculation susceptible de nuire à l'essor de la ville¹⁰, les dirigeants de la SWP optèrent pour deux solutions: d'une part l'adoption d'un plan directeur subdivisant les propriétés de la société, d'autre part la vente sélective et graduelle des lots ainsi constitués à des personnes ou sociétés disposées à y construire des maisons ou des édifices dans les quelques mois suivant l'achat.

Le plan directeur fut conçu en 1899 par la firme responsable de la préparation du plan de la première centrale électrique, soit *T. Pringle & Son*, de Montréal. Il fut revu et subdivisé en février 1900 par l'ingénieur-arpenteur J.-P.-B. Casgrain. Après avoir subi quelques modifications (en août), la «version Casgrain» devint le schéma de référence du

développement urbain et le guide principal pour la vente des terrains¹¹.

Ce plan était l'oeuvre d'ingénieurs spécialisés, non pas dans les questions urbaines, mais dans la construction industrielle¹². Dans le contexte nord-américain, il n'offrait rien de bien original. Les rues étaient réparties selon une structure quadrillée, comme cela se faisait dans la plupart des villes de compagnie¹³. Plus précisément, il comportait 17 rues numérotées, coupées perpendiculairement par quelques rues et deux larges avenues. Une originalité, cependant: les abords de la rivière n'étaient pas occupés par les usines mais par un boulevard, le Riverside, et par le parc municipal.

Dans ses grandes lignes, l'évolution spatiale de Shawinigan Falls ne respecta qu'à moitié le plan directeur. Si la partie sud de la ville, communément appelée Pointe-à-Bernard, se conforma assez fidèlement à la structure proposée par le plan, la partie nord s'en écarta. Pour des raisons techniques vraisemblablement, on préféra implanter les usines de carbure au bord de la rivière plutôt qu'à l'intérieur des terres. Les ingénieurs de la SWP durent donc dresser de nouveaux plans. Ils insérèrent entre les deux parties de la ville une large bande de terrain débouchant sur le Saint-Maurice afin d'y loger les établissements de chimie et un embranchement ferroviaire. Sur ce point, donc, le plan directeur avait manqué de réalisme.

Par ailleurs, il fut sévèrement critiqué en 1918. Dans son rapport préliminaire, l'Independence Bureau de Chicago, chargé d'enquêter sur l'état du logement à Shawinigan Falls, écrit en effet: «Particularly would we urge upon you the importance of placing your plans for review before a competent town planner and housing architect. This refers not only to plans for houses themselves, but also to general arrangement of buildings over available areas, etc.¹⁴».

Malgré ses faiblesses, le plan initial ne saurait être sous-estimé. D'abord, il remplit son rôle dans le développement de la ville en jugulant toute croissance désordonnée qui aurait pu diminuer la valeur foncière du site. En outre, si quadrillé et répétitif qu'il fût, il prévoyait quelques exceptions aussi bien dans l'agencement des rues que dans la taille des subdivisions. Certaines rues périphériques échappaient à la structure rectiligne et les subdivisions qui les bordaient étaient plus larges ou plus profondes. C'était le cas en particulier des rues Maple et Riverside. La première desservait une importante colline qui dominait aussi bien la ville que les sites industriels. La seconde, comme on le sait, longeait la rivière. Ces rues étaient, à toutes fins utiles, réservées aux cadres des compagnies. On retrouve donc dans ce plan l'inscription spatiale d'une hiérarchie sociale, soulignée ici par la topographie.

Le contrôle qu'elle exerçait sur le développement de l'espace urbain par son plan directeur, la SWP le prolongeait à travers ses ventes de terrains, assujetties à de nombreuses clauses visant à empêcher non seulement la spéculation, mais encore tout développement anarchique et toute construction non conforme à des normes de qualité minimales. Comme le résumait en 1920 l'ingénieur rattaché à la ville, B.S. Atkins, les dirigeants de la SWP voulaient un développement résidentiel exempt de spéculation:

Their original views were of a residential character as practically the whole town was then laid out for dwellings, interspersed here and there with parks, market places and public buildings. Their policy has been broad and fairly well defined. It is not evident that they have sought financial profit in their dealings; toward the Corporation (i.e.: la ville) the Company has been generous; toward individuals it has been just and true; and toward speculators it has been hard¹⁵.

Parmi les clauses incluses dans les contrats de vente, signalons : la brièveté des délais de construction, l'existence d'au moins un étage dans les édifices et les maisons, l'approbation préalable des plans par la compagnie, l'application de trois couches de peinture si le bâtiment était en bois, etc. Et encore ces exigences étaient-elles minimales. Suivant les quartiers, il pouvait s'en ajouter d'autres : quelquefois la brique était exigée, ou encore l'accès aux étages par des escaliers frontaux extérieurs était interdit¹⁶.

La SWP fixait ces exigences parce qu'en 1900, dans ce qu'on appelait le village Saint-Onge, aux limites de la ville, des spéculateurs avaient acheté des terrains et y avaient construit des cabanes en bois. La compagnie avait même réagi en dressant une barrière entre la ville et ce «village» et en imposant des droits d'entrée¹⁷.

Par ailleurs, elle adopta une politique destinée à encourager la construction d'édifices publics. Il lui arriva souvent de faire don de terrains dans ce but. C'est ainsi qu'en 1901 elle céda les terrains sur lesquels allaient s'élever l'hôtel de ville, le marché public et l'église catholique. Elle donna également des rues et des voies à la municipalité, comme ce fut le cas en 1901, «in order to encourage the development of a town enhancing the value of the company's property (*sic*)¹⁸». Enfin, la SWP demeura propriétaire de larges portions de terrain où elle entendait construire ses propres maisons et édifices ou encore installer des établissements industriels¹⁹.

Pour s'assurer de la bonne exécution des travaux, la SWP institua un comité de surveillance. Mais surtout, elle s'assura la collaboration du conseil municipal en y plaçant ses hommes : Vivian Burrill, un important marchand de bois qui noua très tôt des liens avec la SWP²⁰ et qui fut maire en 1901-1902, échevin de 1902 à 1908, et à nouveau maire de 1908 à 1913; Jean-Baptiste Beaudry Leman, jeune ingénieur employé par la SWP, qui fut maire de 1902 à 1908; Henri Dessaulles, cousin du précédent,

ingénieur civil et agent local de la SWP, échevin en 1917-1918 et de 1920 à 1939. Il est permis de croire que ces hommes se montrèrent très favorables à l'adoption par la municipalité de règlements relatifs à la construction et à l'entretien des bâtiments. Le premier de ces règlements fut promulgué en 1907 et fit l'objet d'une refonte complète en 1916. En gros, il reprenait plusieurs exigences imposées dans les contrats de vente de terrains par la SWP, en insistant sur la qualité des matériaux et de la construction; de plus, il amenait des différences d'un quartier à l'autre, notamment en ce qui concerne la distance minimale d'implantation des bâtiments par rapport à la rue²¹.

Au total, donc, la SWP avait jeté les bases d'une ville ouvrière sur laquelle elle exerça une influence prédominante. Sans doute le plan qu'elle avait conçu n'était-il pas d'une grande originalité, mais il permit à la ville de se développer avec une certaine unité. Par ailleurs, la société eut l'habileté de confier l'érection de la ville à d'autres intervenants tout en conservant un droit de regard sur le développement général et sur les travaux particuliers de construction. Cela contribua à accréditer l'opinion que Shawinigan Falls était avant tout une création de la SWP, qui en réclamait la paternité. On ignore trop souvent qu'elle n'assuma pas, dans les deux premières décennies du moins, toutes les charges inhérentes au titre.

En effet, jusqu'en 1910, si on exclut ses investissements industriels, la SWP ne contribua que faiblement au développement de la ville. De 1910 à 1920, elle y participa davantage, bien que de façon limitée. C'est ainsi qu'elle se contenta de financer la construction d'un modeste aréna en 1910, du Shawinigan Technical Institute (STI) en 1910-1911, et de quelques maisons d'employés en 1916-1917. Ajoutons à cela qu'elle versait annuellement près de 2000 dollars dans le fonds de roulement du STI et de la Shawinigan Protestant School, et qu'elle épongeait régulièrement les déficits d'un petit hôpital, le Joyce Memorial, destiné aux

cadres²². En somme, ses investissements étaient consacrés aussi bien à ses propres besoins qu'à ceux de la ville.

Certes, la conjoncture économique difficile du milieu de la décennie peut expliquer en partie que la compagnie n'ait pas beaucoup participé au développement urbain durant cette période²³. Mais la raison principale de cette situation, qui se vérifie d'ailleurs pour l'ensemble des entreprises, est leur jeunesse et leur manque de capitaux. Certaines, comme la Belgo et la SWP, connurent même une existence précaire avant 1905. Jusqu'en 1930, toutes, à l'exception de la Shawinigan Cotton, furent contraintes de consacrer le plus gros de leurs capitaux à l'expansion de leurs immobilisations. La SWP dut construire puis agrandir une deuxième centrale tout en étendant son réseau de distribution; la Belgo dut ajouter plusieurs fourdriniers à ceux qu'elle possédait déjà; la Northern Aluminum dut augmenter le nombre de ses cuves d'électrolyse, et les diverses filiales chimiques de la SWP durent multiplier leurs halls et usines²⁴. Ces expansions accaparèrent la plus grande partie des capitaux des compagnies.

Évidemment, ce n'est pas le rôle des compagnies de s'occuper des services municipaux; cette tâche revient plutôt à l'administration municipale. Or celle-ci disposait de très faibles moyens, car ses principaux pourvoyeurs de fonds, les compagnies justement, jouissaient d'exemptions de taxes. La charte municipale de 1902 précise que la SWP, la Belgo, la Northern Aluminum et la Shawinigan Carbide bénéficieraient pendant vingt ans d'une commutation de taxes : au lieu de payer le plein montant, elles ne verseraient ensemble qu'un montant annuel de 3400 dollars, auquel s'ajouterait un supplément proportionnel à tout agrandissement éventuel²⁵. Par la suite, d'autres sociétés obtinrent des exemptions similaires, notamment la Consumers Cotton²⁶. S'agissait-il là, comme l'a avancé R. Rudin, d'une forme de boosterisme fréquente au

Québec et en Ontario²⁷? Sans doute serait-il sage d'éviter ici l'emploi de ce concept, qui recouvre un ensemble de pratiques courantes dans l'Ouest canadien à l'époque et dont l'exemption de taxes était loin d'être la plus importante.

Si des villes comme Trois-Rivières ou Saint-Hyacinthe, déjà dotées d'un minimum de services municipaux, pouvaient à la limite se permettre de telles générosités, il n'en était pas de même pour une ville nouvelle comme Shawinigan Falls. Jusque dans les années vingt, la ville fut dénuée de services aussi essentiels que le système d'aqueduc, le système d'égout et l'hôpital municipal. De plus, bien des querelles éclatèrent entre le conseil et le personnel de la municipalité, tantôt pour des raisons salariales, tantôt pour des motifs de surcharge de travail. Au fil des ans, cette situation empira au point de forcer les membres du conseil municipal à réagir.

Composition du conseil municipal

Comme on l'a vu, dès les débuts, la SWP s'assura de solides appuis au conseil municipal. Il serait cependant exagéré d'en déduire qu'à Shawinigan Falls le pouvoir municipal se trouvait aux mains des compagnies et exprimait leurs intentions. En fait, avant 1920, la ville fut administrée par des francophones issus majoritairement du monde rural. Ces personnes devinrent le noyau d'une petite bourgeoisie qui, sans vraiment remettre en cause la prédominance des compagnies, parvint à faire accepter d'importantes transformations dans la politique de développement de la ville. L'examen de la composition du conseil municipal présente donc ici un intérêt particulier.

La municipalité de Shawinigan Falls vit le jour le 28 avril 1901. De sa fondation jusqu'à 1932, elle fut administrée par vingt conseils municipaux, au sein desquels 65 personnes exercèrent les fonctions d'échevin ou de maire. Toutes, à l'exception de V. Burrill, natif d'Irlande, étaient francophones et originaires

du Québec²⁸ (voir le tableau 2). Cette homogénéité ethnique est à souligner. Les anglophones, qui constituaient pour l'essentiel les cadres et les dirigeants des sociétés industrielles, étaient complètement absents du conseil municipal. Que les administrateurs des sociétés n'aient pu participer à la vie municipale, la chose est

compréhensible. Les sièges sociaux se trouvaient pour la plupart à Montréal et une visite des administrateurs à Shawinigan Falls était en soi un événement. En fait, les compagnies déléguaient leurs pouvoirs à des agents locaux et à des cadres supérieurs. Mais comment expliquer l'absence de ces cadres et agents anglophones?

Tableau 2
Lieux de naissance des membres du Conseil municipal de Shawinigan de 1901 à 1930

	1901-30	1901-10	1911-20	1921-30
1. Irlande	1	1	1	0
2. Montréal et Québec	4	3	1	0
3. Trois-Rivières	3	3	0	0
4. Villages des comtés de:				
a) Saint-Maurice	8	5	3	1
b) Champlain et Portneuf	18	3	11	7
c) Maskinongé et Berthier	8	2	3	4
d) Rive sud du Saint-Laurent	13	9	5	3
e) Ailleurs au Québec	2	1	1	0
5. Origine inconnue	8	6	1	1
TOTAL	65	33	26	16
Région (3, 4a, 4b et 4c)	37	13	17	12
Hors de la région (1, 2, 4d et 4e)	20	14	8	3

Sources: Compilation faite à partir des données recueillies par F. Larochelle dans *Shawinigan, 75 ans* (Shawinigan, 1976) et dans *Histoires de Shawinigan* (Shawinigan, 1988); ainsi que par *Le Nouvelliste*, dans les numéros spéciaux des 5 décembre 1942 et 26 juin 1948.

En premier lieu, la plupart d'entre eux n'avaient pas droit de vote, faute d'être propriétaires, comme l'explique le *St. Maurice Valley Chronicle (SMVC)* en 1922:

It is a peculiar fact, and yet a true one, that the English-speaking people of Shawinigan Falls take but a passing interest in the municipal elections. Probably a percentage of them could not tell on what date the election is held. This attitude may be influenced in part by the fact that the majority of them are employees of large industrial companies here and live in company houses. Paying no property tax, they have no vote, and that in itself takes half the interest out of the fight²⁹.

La plupart des cadres supérieurs étaient en effet des ingénieurs anglo-canadiens, britanniques ou américains. Shawinigan Falls n'était souvent qu'une étape dans leur carrière. Ils y passaient quelques années, puis étaient promus à un poste dans une autre ville ou encore trouvaient ailleurs une situation plus avantageuse; les carnets mondains du *SMVC* font souvent état de ces mutations. Dans ces conditions, leur intérêt pour la vie municipale ne pouvait qu'être limité.

En second lieu, et il semble que ce trait ait été plus marqué à Shawinigan Falls qu'à Trois-Rivières, la vie sociale des cadres et de leurs familles se déroulait en milieu fermé. Qu'il s'agisse de soirées de whist, de parties de tennis ou de pique-niques collectifs, les noms relevés dans les carnets du *SMVC* sont presque tous de consonance anglaise. Comme on l'a vu, les cadres avaient leurs églises, leur hôpital et leurs écoles, et vivaient dans des quartiers bien à eux. Seule exception, les cadres belges de la *Belgo* participaient davantage à la vie religieuse et culturelle de Shawinigan Falls.

Le tableau révèle deux autres phénomènes. Tout d'abord, très peu de conseillers viennent des grandes villes, y compris Trois-Rivières.

D'autre part, au début, les conseillers sont originaires de villages et petites villes assez éloignés (beaucoup ont vu le jour sur la rive sud du Saint-Laurent); avec le temps, ils sont de plus en plus nombreux à provenir des villages environnants, notamment Saint-Boniface, Saint-Barnabé, Saint-Narcisse et Mont-Carmel.

Les indications partielles que nous avons pour le moment nous portent à croire qu'une proportion très appréciable des conseillers et des maires ne venait pas du monde des cultivateurs, mais plutôt de celui des artisans, marchands et petits professionnels villageois. Parmi les personnes qui exercèrent une influence considérable sur la vie municipale, mentionnons J.-A. Frigon, fils de marchand, J.-A. Dufresne, fils de pilote de bateau, J.-E. Thibaudeau, fils de rentier, et E. Guillemette, fils de boulanger. De plus, avant de venir à Shawinigan Falls, bon nombre d'entre eux avaient un passé d'hommes d'affaires et de politiciens en milieu villageois. Thibaudeau avait ouvert une boulangerie à Saint-Tite; Frigon avait été maire de Saint-Narcisse en 1896. D'autres avaient vécu aux États-Unis. Ce fut le cas de A. Giguère, qui passa onze ans à Holyoke, Mass., une ville de compagnies.³⁰ De tels exemples nous incitent à repenser l'attitude du Québec rural face à la modernité. Trop souvent on a tendance à opposer vie rurale et vie urbaine, la première étant plus traditionnelle que la seconde. Cette vision ne rend pas compte des transformations profondes vécues par le Québec rural au XIXe siècle: émergence des villages, montée de la petite industrie rurale, très forts courants migratoires entre les villages, etc.³¹ Il est manifeste que le Québec rural n'éprouvait aucun sentiment de crainte ou de paralysie face à la modernité industrielle et urbaine apportée par les grandes compagnies. Les Québécois ont embrassé la modernité continentale bien avant l'avènement des grandes villes. Beaucoup sont allés la chercher à Montréal et aux États-Unis et sont revenus avec elle dans leur région d'origine. Aussi, lorsque Shawinigan Falls vit le jour en Mauricie, elle

fut accueillie par une population qui ne demandait pas mieux que d'obtenir dans son propre milieu ce qu'elle allait autrefois chercher ailleurs.

Le tableau 3, qui recense la profession des conseillers municipaux, reflète bien cette réalité. La répartition professionnelle qu'on y observe n'est pas typique d'une ville de compagnie. Cadres, contremaîtres et travailleurs des grandes compagnies sont en minorité, de même que les membres des professions libérales. La plupart des édiles sont petits commerçants ou entrepreneurs. À cet égard on remarque, en ce qui concerne les maires, que de 1901 à 1936 cinq d'entre eux sont de petits industriels, les trois autres étant respectivement ingénieur, notaire et médecin³².

Ainsi donc, jusqu'en 1930, le conseil municipal se caractérise par une homogénéité ethnique presque absolue, et par l'origine rurale ou villageoise et de plus en plus mauricienne de la majorité des élus. D'autre part, le plus souvent, ces derniers ne travaillent pas pour les grandes sociétés et constituent donc une petite bourgeoisie relativement autonome. On comprend dès lors que le conseil ait dénoncé, plus particulièrement à partir des années 1910, la faible participation financière des compagnies à l'implantation des services municipaux; les pressions exercées par le conseil inciteront finalement les compagnies à apporter une plus juste contribution aux revenus municipaux.

Le développement des services municipaux (1900-1920)

Jusqu'en 1921, l'organisation municipale de la ville de Shawinigan Falls était assez simple. À sa tête, le conseil, composé du maire et de six échevins, était doté de pouvoirs très étendus sur l'espace urbain et plus généralement sur l'organisation de la vie municipale. Une limite était toutefois imposée à ce pouvoir, soit l'interdiction d'exproprier les terrains de la SWP. Le conseil formait des

Tableau 3
Professions exercées par les membres du Conseil municipal
de Shawinigan (1901-1930)

	1901-30	1901-10	1911-20	1921-30
1. Compagnies:				
a) dirigeants	0	0	0	0
b) cadres	3	2	1	1
c) contremaîtres	5	1	3	2
d) travailleurs	3	2	0	1
e) total	11	5	4	4
2. Petits industriels	22	10	10	5
3. Professions libérales	3	1	3	2
4. Petit commerce, artisanat	27	16	7	5
5. Cultivateurs	2	1	2	0
TOTAL	65	33	26	16
	%	%	%	%
1. Compagnies:				
a) dirigeants	0,00	0,00	0,00	0,00
b) cadres	4,62	6,06	3,85	6,25
c) contremaîtres	7,69	3,03	11,54	12,50
d) travailleurs	4,62	6,06	0,00	6,25
e) total	16,92	15,15	15,38	25,00
2. Petits industriels	33,85	30,30	38,46	31,25
3. Professions libérales	4,62	3,03	11,54	12,50
4. Petit commerce, artisanat	41,54	48,48	26,92	31,25
5. Cultivateurs	3,08	3,03	7,69	0,00
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00

Sources: Voir le tableau 2

comités provisoires, constitués de deux ou trois échevins, sur différents aspects de la vie municipale: finances, police, hygiène, aqueduc, etc. Ces comités étaient chargés d'examiner la situation et d'élaborer des propositions à soumettre aux séances du conseil. Ce dernier était secondé par un secrétaire-trésorier, employé chargé de rédiger les procès-verbaux, de tenir la comptabilité et de gérer les recettes et les dépenses. En outre, le conseil récupéra un

poste créé par la SWP avant 1901, celui de chef de police, dont les fonctions étaient multiples. Responsable de l'ordre et de la sécurité, ce fonctionnaire dirigeait les services de la protection contre les incendies et des travaux publics. On ne saurait être surpris, dans ces conditions, de constater qu'en 1914 le chef de police était un ingénieur. Cependant, de 1902 à 1906 et en 1916-1917, années de forte expansion démographique et spatiale, les travaux publics incombèrent à

un surintendant des travaux publics. Ne pouvant se doter d'un personnel technique permanent, la municipalité était contrainte à l'engagement ponctuel d'ingénieurs qu'elle recrutait le plus souvent parmi les cadres de la SWP et de la Belgo. Dans les procès-verbaux du conseil de 1921, on fait même mention d'un arrangement antérieur avec la SWP, qui se chargeait de surveiller les travaux publics de la municipalité moyennant une commission de 1%³³.

Dans la mesure du possible, la ville cherchait à remettre aux propriétaires le soin de payer les coûts des services publics dont ils demandaient l'installation. Dès 1901, elle adopta un règlement obligeant les propriétaires à construire les trottoirs adjacents à leur propriété ou à payer la ville pour le faire. À maintes reprises, elle demanda aux particuliers d'en faire autant pour les aqueducs, les égouts et même certains chemins. L'ordre et la sécurité, jusqu'en 1917 au moins, ne furent assurés que par trois ou quatre agents. L'insuffisance de leur nombre se fit fortement sentir lors des émeutes anti-conscription de septembre 1917: que pouvaient faire quelques agents de police face à plusieurs centaines de manifestants³⁴? Quant à la lutte contre les incendies, elle relevait d'une association de pompiers volontaires. L'hôtel de ville, construit dès 1902, abrita jusqu'aux années vingt non seulement l'administration municipale mais aussi les services de police et de protection contre les incendies, la prison et l'écurie, l'hôpital municipal (pendant quelques années), ainsi que les familles du chef de police, d'un constable et du concierge³⁵.

Bref, privé de moyens financiers adéquats, le conseil municipal devait gérer la ville à coups d'expédients. En raison des exemptions accordées, les taxes perçues étaient bien inférieures à ce qu'une ville industrielle de la taille de Shawinigan Falls aurait pu espérer. Ainsi, en 1905-1906, bien que l'évaluation municipale totale atteignît 4,2 millions de dollars, la valeur des propriétés imposables s'élevait à peine à 870 000 dollars. Le taux de

taxation étant fixé à 1,10 dollar pour 100 dollars d'évaluation, le montant des taxes perçues s'établit à 9566 dollars alors que, sans les exemptions, il aurait aisément dépassé 40 000 dollars. Et dix ans plus tard, au lieu de toucher plus de 100 000 dollars de revenus, la municipalité dut se contenter de 18 933 dollars³⁶.

Un autre facteur ralentit la progression des services municipaux, soit le fait que Shawinigan Falls n'était pas convenablement reliée à l'extérieur. En 1901, elle était desservie par une ligne de chemin de fer unique et par des routes de terre de piètre qualité. Situation pour le moins gênante pour une ville industrielle . . . Elle dut donc investir dans les transports interurbains. De 1905 à 1911, elle consacra une somme de 10 000 dollars à la construction d'une ligne ferroviaire entre Trois-Rivières et Grand-Mère. En 1911-1912, elle dépensa plus de 30 000 dollars pour le pont qui la reliait à Almadville; par la suite, elle participa au carrossage de la route en direction de Trois-Rivières³⁷. Autant de capitaux qu'elle dut détourner de ses propres services. Pendant la guerre de 1914-1918, la venue de nouvelles usines fit doubler la population, et les conditions de vie à Shawinigan Falls se détériorèrent sérieusement. Crise du logement, épidémies de fièvre typhoïde et grippe espagnole mirent en évidence la situation déplorable de la population ouvrière et l'insuffisance criante de services municipaux³⁸. En 1918, Shawinigan Falls avait, semble-t-il, le troisième taux le plus élevé de mortalité infantile parmi les villes d'Amérique du Nord³⁹.

Dans cette perspective, l'émergence d'une petite bourgeoisie shawiniganaise se révéla décisive pour contraindre les compagnies à faire des concessions en vue d'améliorer les services urbains. La formation de cette classe ne se fit pas de manière spontanée. En fait, jusqu'à la guerre, les aspirations individuelles avaient le plus souvent préséance sur toute forme d'affirmation de groupe. Mais il est certain qu'à partir de 1910 cette classe se manifesta de plus en plus au sein du conseil

municipal. Son éveil ne prit pas la forme de luttes des classes ni même d'opposition nationaliste; il se fit sentir par une volonté de créer un milieu urbain favorable aux intérêts des professions libérales, du petit commerce et de la petite industrie, bref, un milieu doté de tous les services nécessaires et pouvant refléter l'harmonie sociale.

À partir de 1913, avec l'arrivée de J.-A. Frigon à la mairie, les rapports entre le conseil municipal et les compagnies devinrent plus tendus. Et jusqu'en 1920, bien que certains conseils fussent plus « favorables » que d'autres, cette tension allait se maintenir. À la fin, elle déboucha sur d'importantes négociations entre la ville et les compagnies.

On s'en doute bien, la raison de cette tension tournait autour des exemptions de taxes. Une guerre larvée opposa le conseil aux compagnies, allant des procédures légales entamées par la ville pour contraindre les compagnies à payer le plein montant des taxes qu'elles devaient verser pour leurs propriétés non industrielles jusqu'aux injonctions prises par les compagnies pour interdire tel ou tel emprunt municipal. Les premières années, le conseil municipal s'en prit à la prétention des compagnies de ne pas payer de taxes sur leurs terrains vacants. J.-E. Thibaudeau, qui fut maire en 1915, a clairement expliqué, trente ans plus tard, la position de la ville:

Je voulais que les compagnies soient traitées comme tout le monde. Elles avaient de vastes terrains, qui n'étaient pas évalués, parce qu'ils étaient réservés pour de futures industries ou de futurs parcs. Je voulais que ces terrains soient évalués, comme ceux de tous les particuliers. J'étais consentant à ce que les compagnies jouissent d'avantages pour leurs propriétés industrielles proprement dites. Je n'étais pas opposé aux compagnies. Nous avons eu des difficultés, mais je luttais franchement et, pour cette raison, nos relations ont toujours été excellentes⁴⁰.

Petit à petit, le débat déboucha sur l'expiration des exemptions de taxes, prévue pour 1922, et sur leur éventuel renouvellement. Dès 1918, les élections tournèrent autour de cette question. Henri Dessaulles, agent de la SWP élu échevin en 1917, fut défait à cette occasion, car on le soupçonnait d'être favorable à cette reconduction⁴¹. Il faut savoir que, dans les villes voisines où de telles exemptions étaient également pratiquées, de dures batailles avaient déjà cours sur cette question. À Grand-Mère, en particulier, à la suite d'un conflit ouvert et virulent, le conseil municipal avait abrogé, en 1917, un règlement adopté deux ans plus tôt qui exemptait de taxes une filiale de la Laurentide Pulp & Paper: la Laurentide Power Co.⁴² Quelques années plus tard, à Trois-Rivières, le juge Désy rendit publiques certaines malversations liées à une politique abusive d'exemptions de taxes⁴³.

Au lendemain de la guerre, il paraissait de plus en plus évident que les exemptions allaient devenir choses du passé. Les compagnies elles-mêmes se faisaient à cette réalité. En 1919, H. Biermans profita de sa brève incursion dans la vie politique pour dénoncer les privilèges fiscaux des compagnies. De son côté, H. Dessaulles, de retour au conseil municipal en 1920, était lui aussi acquis au non-renouvellement des exemptions. En outre, les compagnies et leurs représentants désiraient dissiper l'atmosphère de conflits qui s'était installée. Le moyen d'y parvenir était de redéfinir plus clairement et plus simplement les rapports entre la ville et les compagnies.

À cette fin, les compagnies mirent de l'avant le système de la gérance municipale. Il ne s'agissait pas d'une idée neuve. Ce mode de gestion, implanté aux États-Unis en 1908, y connaissait un grand succès. Au Québec, une loi votée en 1913, dite loi des cités et des villes, autorisait les municipalités à se doter d'un gérant. La ville de Westmount fut l'une des premières à adopter ce système. Grand-Mère le fit sien en 1919, après des

négociations avec la Laurentide⁴⁴. Bien d'autres allaient en faire autant par la suite⁴⁵.

À l'automne 1920, le conseil municipal et les compagnies entreprirent d'importantes négociations pour réviser leurs relations. À l'issue de ces entretiens, il fut décidé que les quatre sociétés qui avaient bénéficié d'une exemption en 1902 renonceraient à ce privilège dès 1920. Les deux premières années, elles devraient payer une taxe inférieure au taux en vigueur, après quoi elles seraient soumises au taux général. En outre, elles verseraient pendant neuf ans un montant total de 46 500 dollars dans le fonds d'amortissement de la ville. En échange, la municipalité adopterait le système de la gérance. En tant que directeur exécutif, le gérant serait choisi à la fois par le conseil municipal et par les compagnies. En décembre 1920, l'entente fut soumise aux propriétaires, seuls habilités à voter. Elle reçut

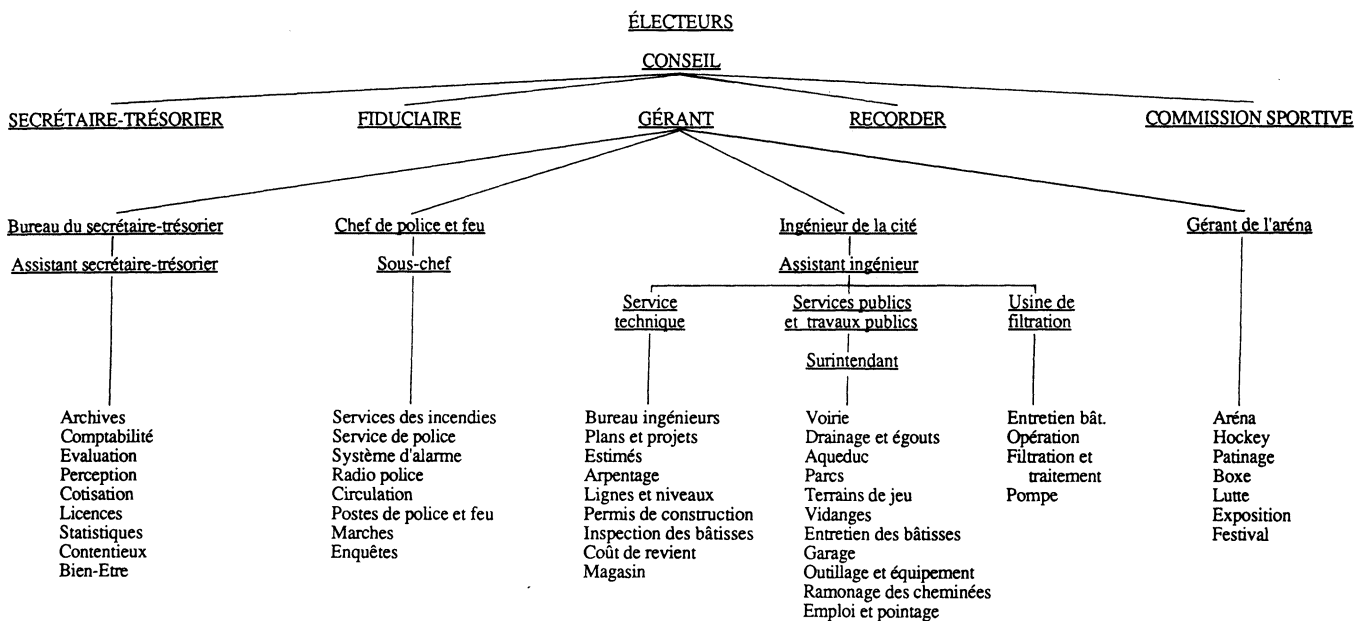
un accueil tout à fait positif : 415 s'y montrèrent favorables et seulement deux la rejetèrent⁴⁶.

Les premières années de la gérance (1921-1930)

Le 19 mars 1921, la ville de Shawinigan Falls était promue au rang de cité et adoptait officiellement le système de la gérance. Son accession au statut de «cité» était importante, certes, mais l'élargissement de ses assises financières le fut davantage. Dès 1921-1922, si l'on se fie au rapport du gérant, elle enregistra un surplus financier supérieur à 20 000 dollars⁴⁷. En 1925-1926 elle toucha plus de 200 000 dollars de taxes et en 1930-1931 plus de 350 000. Cette même année, plus de 80% des taxes perçues provenaient des compagnies. Naguère pauvre, Shawinigan Falls se retrouvait dotée d'une grande aisance financière.

Cette nouvelle marge de manoeuvre et l'arrivée d'un gérant bouleversèrent la vie municipale. L'organigramme municipal de l'année 1948, fidèle dans les grandes lignes aux modifications survenues en 1921, donne une idée des pouvoirs dévolus au gérant. Si le conseil municipal avait autorisé sur tout, le gérant, en revanche, s'occupait de faire appliquer les décisions. Sous sa gouverne allait évoluer une administration divisée en départements : bureau du secrétaire-trésorier, police et incendies, génie municipal et loisirs. Désormais, le service de police et celui des travaux publics seraient séparés; et les travaux municipaux prendraient une telle importance qu'ils seraient eux-mêmes divisés en trois sous-départements. Par ailleurs, les compagnies prirent plus de distance face à la ville en ce sens qu'elles cessèrent de lui fournir des ingénieurs et de construire en son nom.

Figure 2
L'administration municipale de Shawinigan Falls en 1948



Source: *Le Nouvelliste* du 26 juin 1948 (supplément)

À partir de 1921, on observe également une remarquable stabilisation du personnel dirigeant municipal, qui était des plus changeants jusque-là. Par exemple, de 1901 à 1920, la ville avait connu dix chefs de police. La durée d'occupation des postes s'allongea de manière considérable. N. Longval, nommé chef de police en 1917, le demeura jusqu'en 1950; E.-A. Delisle, devenu ingénieur municipal en 1924, resta en fonctions jusqu'en 1958; G. Dumoulin fut surintendant des travaux publics de 1921 jusqu'à sa mort, en 1936, et ainsi de suite. De même, jusqu'en 1939, la ville ne connut que deux gérants: J.-H. Valiquette (de 1921 à 1927) et J.-A. Vermette (de 1927 à 1939). Même le conseil municipal parvint à se dégager de ses chaudes luttes électorales. En 1924, notamment, il fut réélu en bloc, par acclamation⁴⁸.

La montée de l'exécutif s'accompagna d'une augmentation de l'influence de Montréal sur Shawinigan Falls. Messieurs Valiquette et Vermette, diplômés de l'École polytechnique de Montréal, avaient travaillé plusieurs années dans l'administration montréalaise avant de venir à Shawinigan Falls. L'ingénieur municipal avait lui aussi étudié dans la métropole. En outre, au moment de leur nomination, les deux gérants avaient respectivement 37 et 34 ans. Ils étaient donc beaucoup plus jeunes que la moyenne des conseillers municipaux. Ces faits méritent l'attention: tandis que le conseil municipal se régionalise de plus en plus et qu'il vieillit, l'exécutif se professionnalise et fait appel à des compétences extra-régionales.

Sous la gérance, la ville connut de profondes transformations. Qu'il suffise de mentionner que le pavage des rues et la construction des trottoirs furent à peu près achevés dans les années vingt, que d'importants travaux d'égout furent accomplis en 1924-1925, et qu'au tournant des années trente on entreprit la construction d'une usine de filtration. De plus, on créa en 1922 un service de ramassage des ordures. En 1920-1921, on remplaça le vieux marché par un édifice plus

imposant qui accueillit en outre un poste de police. Et l'on attacha beaucoup d'importance à l'embellissement de la ville. Comme le soulignait le *St. Maurice Chronicle* en 1923:

the city can well afford to go in for a beautifying campaign, which should meet with the hearty approval of classes. Too little attention has been paid to town planning and beautifying by the majority of towns and cities in this province, and in that respect, we have much to learn from our neighbors in the Province of Ontario and our American cousins, who have gone in extensively for town planning⁴⁹

Dans cette perspective, la ville adopta dès 1921 un nouveau règlement de construction accompagné d'un plan de zonage plus détaillé. La même année, elle demanda à la SWP de céder le terrain qu'elle destinait à la mise en place d'un parc municipal. Ce parc fut inauguré en 1932, après de longs travaux d'aménagement. De plus, de 1922 à 1924, on planta plus de 3700 arbres et plus de 80 arbustes dans la ville⁵⁰. Enfin, en 1928-1930, grâce aux interventions des députés Guillemette et Frigon (qui avaient oeuvré dans le conseil municipal avant 1920), Shawinigan Falls reçut 225 000 dollars du gouvernement provincial pour la construction d'un hôpital digne de ce nom.

Cependant, malgré les changements remarquables et très positifs survenus dans la ville et dans l'administration municipale après l'arrivée du gérant, on peut déplorer que le conseil ne se soit pas engagé dans la promotion industrielle, qui fut essentiellement réalisée par la SWP jusqu'aux années 1960. La ville laissait ainsi à la compagnie le soin d'orienter le développement industriel à venir, et partant la croissance économique et démographique, ne se réservant que les interventions sur la forme du développement urbain. En outre il ne faudrait pas croire qu'avec la gérance Shawinigan Falls était devenue un pays de cocagne. Les importantes grèves des années cinquante et

soixante montrent que l'urbanisme, si bien conçu soit-il, n'a que des effets limités sur le plan social.

Conclusion

Shawinigan Falls est à la fois le fruit de l'industrie nord-américaine et de son besoin d'exploiter de nouvelles ressources, et le produit du monde rural mauricien, désireux de participer à sa manière aux transformations du continent. En conséquence, sa croissance ne saurait s'expliquer strictement par les modèles dégagés de l'observation des villes de compagnie ou réunis sous l'étiquette du boosterisme.

Certes, la ville vit le jour dans le cadre des stratégies d'expansion d'une entreprise. Et sans doute pourrait-on discerner dans son développement des phases allant de l'autorité quasi exclusive de la compagnie à la mise en place d'une petite bourgeoisie municipale. Mais le déroulement du processus fut d'une telle rapidité que force est de renoncer à une approche qui ferait d'elle une ville de compagnie typique. Au début, la SWP et les autres compagnies n'avaient pas les capitaux nécessaires au développement de la ville. Ces sociétés étaient neuves et leurs immobilisations, qui crûrent au fil des décennies, exigeaient de volumineux investissements. Pour cette raison, Shawinigan Falls ne put financer adéquatement ses services et fut contrainte, pendant ses vingt premières années d'existence, à vivre d'expédients. Ensuite, les cadres supérieurs des entreprises ne se mêlèrent pas beaucoup à sa vie sociale et politique. Ils n'effectuèrent souvent dans la ville qu'un bref séjour et, plus globalement, s'étaient constitué un univers de relations et de sociabilité assez fermé.

Il paraît tout aussi difficile d'assimiler le développement shawiniganais à une forme quelconque de boosterisme. Certes, en accordant aux compagnies des exemptions de taxes prolongées puis en les affrontant

pour les amener à verser plus de capitaux dans les coffres municipaux, la petite bourgeoisie shawiniganaise manifestait de réelles préoccupations pour le développement et la bonne santé de sa ville. Toutefois, il n'est pas possible de coller l'étiquette du boosterisme sur cette élite locale. Deux ingrédients essentiels manquent: une politique d'encouragement à l'immigration et un contrôle effectif sur la croissance économique et physique de la ville. Sur ce plan, Shawinigan Falls divergeait fondamentalement des villes de l'Ontario et de l'Ouest canadien. En second lieu, après 1921, cette petite bourgeoisie a trop rapidement laissé l'initiative du développement urbain à des professionnels venus de l'extérieur, dont la tâche était beaucoup plus de gérer la croissance que de la stimuler.

Au total, Shawinigan Falls reste une ville industrielle dont la croissance, d'abord rapide, connut un plafonnement précoce. Elle a servi d'étape initiale à des compagnies qui assurèrent leur expansion en débordant sur le reste du continent nord-américain. D'autre part, elle servit de tremplin à une petite bourgeoisie issue du monde rural québécois et dont la descendance se montra plus intéressée à faire carrière dans les grands centres urbains du Québec qu'à Shawinigan Falls même. Quant à la gérance, si elle fut un bon outil d'organisation, elle ne manifesta aucune initiative dans le domaine de la croissance économique. Dans le secteur municipal tout comme dans celui des entreprises, le management ne suppléa pas toujours à l'entrepreneuriat.

Notes

¹ Cet article est une version remaniée d'une communication présentée au congrès annuel de la Société historique du Canada qui s'est tenu à l'Université Laval en juin 1989. Cette communication avait été préparée dans le cadre de recherches en

cours sur la production de l'espace bâti à Shawinigan de 1898 à 1960. Les auteurs remercient mesdames France Normand, Jacqueline Pépin et Andrée Thibault, ainsi que messieurs Claude Bellavance, François Guérard et Alain Proulx, qui ont collaboré à la collecte et à la préparation des documents. Ils expriment également leur gratitude au CRSHC et au Fonds FCAR, pour leur soutien financier.

² Sur l'implantation de la grande industrie à Shawinigan Falls, on consultera J.H. Dales, *Hydroelectricity and Industrial Development: Quebec, 1898-1940*, Cambridge, Mass., 1957; N. Brouillette, *Le Développement industriel d'une région du proche hinterland québécois: la Mauricie, 1900-1975*, Université McGill, 1983, thèse de doctorat; P. Lanthier, « Stratégie industrielle et développement régional: le cas de la Mauricie au XXe siècle », *RHAF*, 37, 1, juin 1983: 3-19; C. Bellavance, « Patronat et entreprise au XXe siècle: l'exemple mauricien », *RHAF*, 38, 2, automne 1984: 181-201.

³ Archives Hydro-Québec, section SWP, procès-verbal du conseil d'administration, réunion du 28 août 1899.

⁴ De 1901 à 1931, la population d'Edmonton est passée de 4000 à 79 000 habitants, celle de Regina de 2000 à 53 000 habitants, celle de Trois-Rivières de 10 000 à 35 000 habitants, celle de Moose Jaw de 1600 à 21 000 habitants, et celle de Prince Albert de 1800 à 10 000 habitants; entre 1871 et 1915, celle de Kitchener est passée de 2700 à 19 000 habitants. Ces données proviennent de: A. Gamelin, R. Hardy, J. Roy et N. Séguin, *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, 1984, p. 221; A. F. Artibise, « City-Building in the Canadian West: From Boosterism to Corporation », *Revue d'études canadiennes*, 17, 3, 1982: 37; E. Bloomfield, « Building the City on a Foundation of Factories: the 'Industrial Policy' in Berlin, Ontario, 1870-1914 », *Ontario History*, 3, septembre 1983: 209.

⁵ En fait, le tableau 1 ne rend pas tout à fait justice à l'importance du boom occasionné par la guerre, dans la mesure où une partie de la population résidait hors des limites municipales. C'est ainsi que les employés de la Canadian Carborundum, société établie à Shawinigan Falls depuis 1917, habitaient pour la plupart dans la paroisse de Sainte-Flore; leur lieu de résidence ne fut absorbé par la ville de Shawinigan Falls qu'en 1925. Le tableau 1 reporte donc aux années vingt une croissance qui remonte en réalité à la décennie précédente. On notera toutefois que le nombre de personnes touchées par cette annexion ne dépassait pas le millier. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'au sud de la ville les villages d'Almaville et de Baie Shawinigan profitèrent eux aussi de la croissance industrielle de Shawinigan Falls. En 1928, ces deux villages avaient respectivement une population de 1526 et de 1249 habitants.

⁶ P. Lanthier et A. Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie, dossier statistique et chronologique, 1870-1975*, Trois-Rivières, 1981, p. 34 et 38.

⁷ E. Bloomfield, *op. cit.*; P.-A. Linteau, *Maison neuve, ou comment ces promoteurs fabriquent une ville*, Montréal, 1981.

⁸ N. Séguin, R. Hardy, P. Lanthier et C. Bellavance, *Shawinigan, genèse d'une croissance industrielle au début du XXe siècle*, Trois-Rivières, 1985, p. 53.

⁹ Archives Hydro-Québec, section SWP, procès-verbal du conseil d'administration, réunion du 22 janvier 1900.

¹⁰ Au tournant du siècle, beaucoup de villes de compagnie de l'Amérique du Nord furent la proie de spéculateurs dont les agissements détérioraient les conditions de logement des ouvriers. Sur cette question, on consultera G.R. Taylor, *Satellite Cities, A Study of Industrial Suburbs*, New York, 1915.

¹¹ Archives Hydro-Québec, section SWP, procès-verbaux du conseil d'administration, réunions des 4 juin et 28 août 1899, 12 avril 1900 et 13 mai 1901.

¹² La dénomination complète de la maison qui a conçu le plan est T. Pringle & Son: Hydraulic & Mill Engineers.

¹³ En fait, le plan de 1899 proposait une avenue transversale (*Pine Avenue*) qui, de la 6e à la 16e, déviait de sa trajectoire rectiligne pour former un angle aigu avec les rues qu'elle coupait. Cette particularité aurait pu présenter une analogie avec les concepts d'urbanisme avant-gardistes de l'époque. Mais Casgrain, dans sa version, fit disparaître cette « anomalie » sans doute due à la topographie locale, en redressant le cours de cette avenue et en ajoutant une petite rue à droite. Pour une comparaison avec d'autres plans de villes de compagnie de cette époque, on consultera: G.R. Taylor, *op. cit.*; W.P. Lewis, *The Planning of the Modern City*, New York, 1916, chap. 10 et 16; J.W. Reys, *The Making of Urban America: A History of City Planning in the US*, Princeton, 1965, p. 414-438; J.S. Garner, *The Model Company Town, Urban Design Through Private Enterprise in Nineteenth-Century New England*, Amherst, 1984; E. Bloomfield, « Town Planning Efforts in Kitchener-Waterloo, 1780-1914 », *Revue d'histoire urbaine*, 9, 1, juin 1980: 349; R.A. Lucas, *Minetown, Milltown, Raitown: Life in the Canadian Communities of Single Industry*, Toronto, University of Toronto Press, 1971.

Shawinigan Falls de 1898 à 1930

- ¹⁴ Archives Hydro-Québec, section SWP, emplacement 26-1-1-1, no 2639, « Preliminary Report by Independence Bureau (Philadelphia-Chicago) for Shawinigan Falls (Quebec) Housing Committee, July 1918 », p. 7. Il est difficile, à ce stade-ci de notre recherche, d'évaluer la justesse de ce jugement, qui n'en témoigne pas moins des difficultés considérables de logement que connaissait Shawinigan Falls à la fin des années 1910.
- ¹⁵ *St. Maurice Valley Chronicle*, 2 avril 1920, article de B.S. Atkins.
- ¹⁶ Archives Hydro-Québec, section SWP, emplac. 26-4-3-7, nos 56 et 91.
- ¹⁷ *Le Nouvelliste*, numéro spécial du 5 décembre 1942, entretien avec V. Burrill; G. Filteau, *L'Épopée de Shawinigan, Shawinigan*, 1944, p. 103.
- ¹⁸ Archives Hydro-Québec, section SWP, procès-verbal du conseil d'administration, réunion du 17 septembre 1901.
- ¹⁹ Archives Hydro-Québec, section SWP, emplac. 26-3-3-8, no 3764, lettre de J.C. Smith à W.C. Hart, 20 juin 1916.
- ²⁰ En septembre 1899, Burrill avait été nommé administrateur de la SWP. Il fut cependant contraint de démissionner deux mois plus tard, en raison de ses trop nombreuses activités (archives Hydro-Québec, section SWP, procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 7 novembre 1899).
- ²¹ Ville de Shawinigan Falls, procès-verbaux du conseil municipal, séance du 4 juillet 1907 (règlement no 59) et séance du 20 septembre 1916 (règlement no 134).
- ²² Archives Hydro-Québec, section SWP, procès-verbaux du conseil d'administration de 1910 à 1921; G. Filteau, *op. cit.* 180.
- ²³ La crise économique de 1907-1908 fut ressentie durement par les entreprises shawiniganaises. De nombreuses mises à pied compromirent gravement le développement de la ville. La population de Shawinigan Falls, de 3331 habitants en 1907, chuta à 2642 l'année suivante. Toutefois, la reprise fut rapide et la population de la ville poursuivit sa croissance.
- ²⁴ Pour une description physique de l'expansion des établissements industriels à Shawinigan Falls, on consultera N. Séguin et autres, *Shawinigan [. . .], op. cit.*; pour une analyse des coûts de cette expansion, voir C. Bellavance, N. Brouillette et P. Lanthier, « Financement et industrie en Mauricie, 1900-1950 », *RHAF*, 40,1,1986 : 29-50.
- ²⁵ Charte de la Ville de Shawinigan Falls du 26 mars 1902, articles 46 et 47.
- ²⁶ Archives Hydro-Québec, section SWP, emplac. 26-4-3-7, no 29, commutation de taxes accordée à la Consumers Cotton Co.
- ²⁷ R. Rudin, « Boosting the French Canadian Town: Municipal Government and Urban Growth in Quebec, 1850-1900 », *Urban History Review*, 11, juillet 1982 : 1-10. Voir aussi E. Bloomfield, « Municipal Bonusing of Industry: The Legislative Framework in Ontario to 1930 », *Urban History Review*, 9, février 1981 : 59-76.
- ²⁸ L'origine de huit personnes n'a pu être établie; elles provenaient de toute évidence du Québec rural elles aussi.
- ²⁹ *St. Maurice Valley Chronicle*, 23 juin 1922.
- ³⁰ Tous ces renseignements sont tirés de F. Larochelle, *Shawinigan [. . .], op. cit.*
- ³¹ R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, « Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle : l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du XIXe siècle », dans F. Lebrun et N. Séguin, éd., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles*, Trois-Rivières, 1987 : 239-253; R. Hardy et N. Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, 1984. On consultera aussi les mémoires de maîtrise suivants: B. Gauthier, *La Sous-traitance et l'exploitation forestière en Mauricie, 1850-1875*, Université du Québec à Trois-Rivières, 1984; J. Morneau, *Industries rurales, agriculture et monde villageois : le cas de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1831-1900*, Université du Québec à Trois-Rivières, 1988; et G. Trépanier, *Économie, population et mobilité géographique en milieu rural : la paroisse Sainte-Flore en Mauricie, 1860-1901*, Université du Québec à Trois-Rivières, 1983.
- ³² À titre de comparaison, avant son absorption, en 1925, Shawinigan-Est était administrée par deux contremaîtres, deux menuisiers, un électricien et un journalier (F. Larochelle, *Shawinigan [. . .], op. cit.* : 96.)
- ³³ Ville de Shawinigan Falls, procès-verbaux du conseil municipal, séance du 22 juin 1921.
- ³⁴ ANQ, Trois-Rivières, archives des Sessions de la paix (jurisprudence criminelle), causes nos 3782 à 3791, septembre 1917. Dossiers aimablement portés à notre attention par R. Hardy.
- ³⁵ F. Larochelle, *Shawinigan [. . .], op. cit.* 96.
- ³⁶ Ces calculs sont déduits d'un tableau publié par l'administration municipale dans *Le Nouvelliste* du 26 juin 1948.
- ³⁷ G. Filteau, *op. cit.* : 172 et suivantes; *Le Nouvelliste* du 5 décembre 1942, entretien avec MM. Guillemette et Burrill; Archives Hydro-Québec, section SWP, procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 3 octobre 1916.
- ³⁸ Archives Hydro-Québec, section SWP, emplac. 26-1-1-1, no 2639, « Report by Independence Bureau [. . .] » *op. cit.* : « Assuming that the amount of building in the previous year was sufficient to keep pace with the population, although not to overtake it, we can then estimate roughly that of the population increase of 1,600 during the past year, only 17% has been taken care of by the greatly reduced building activities leaving 83% or 1,325 people not properly cared for. On the basis of 5.7 persons per dwelling, it would indicate a shortage of 233 houses due merely to the uncared for increase in population during the past year » (p. 3).
- ³⁹ *Ibid.* : 18.
- ⁴⁰ *Le Nouvelliste*, 5 décembre 1942, entretien avec J.-E. Thibau deau.
- ⁴¹ *Écho du Saint-Maurice*, 27 juin 1918 et 4 juillet 1918.
- ⁴² *Ibid.*, 20 décembre 1917 et 31 janvier 1918.
- ⁴³ A. Gamelin et autres, *op. cit.* : 156.
- ⁴⁴ *Écho du Saint-Maurice*, 24 décembre 1919; *Le Nouvelliste*, 26 juin 1948.
- ⁴⁵ Selon R. Dorion, troisième gérant de Shawinigan Falls, 16 villes canadiennes et plus de 600 villes américaines avaient un gérant au début des années quarante (*Le Nouvelliste*, 5 décembre 1942).
- ⁴⁶ G. Filteau, *op. cit.* : 181 et suivantes; *Le Nouvelliste*, 3 et 15 décembre 1920, 4 janvier 1921 et 5 décembre 1942; *Écho du Saint-Maurice*, 15 décembre 1920 et 7 janvier 1921; Ville de Shawinigan Falls, procès-verbaux du conseil municipal, séance du 13 décembre 1920.
- ⁴⁷ Ville de Shawinigan Falls, rapport du gérant municipal pour l'année 1924-1925, p. 7.
- ⁴⁸ Tous ces renseignements sont tirés de F. Larochelle, *Shawinigan [. . .], op. cit.*

Shawinigan Falls de 1898 à 1930

⁴⁹ *St. Maurice Valley Chronicle*, 22 mai 1923.

⁵⁰ Ces améliorations se constatent dans l'accroissement des superficies occupées par les institutions publiques et les parcs. De seulement 0,6 % pour la période 1912-1921, le taux de croissance se situe à 3,1% pour 1922-1931 et à 4,9% pour 1932-1941 (N. Brouillette, *Le Déclin [. . .], op. cit. : 223*).